

Observatoire 2003

des entreprises à capitaux étrangers en Rhône-Alpes

© CRCI Rhône-Alpes

Une stabilisation du nombre d'entreprises à capitaux étrangers mais un rôle conforté au sein du tissu économique régional

En 2003, ce sont près de 900 établissements (comptant au moins 50 salariés) qui sont contrôlés en Rhône-Alpes par des entreprises à capitaux étrangers. L'industrie est de loin le secteur le plus investi par ces capitaux étrangers. Toutefois, plus d'un tiers des implantations étrangères en Rhône-Alpes exercent principalement une activité tertiaire.

Les établissements d'entreprises à capitaux étrangers en Rhône-Alpes (au 1^{er} janvier 2003)

	Nb d'établissements de 50 salariés et plus	Effectif salarié correspondant estimé	Répartition des salariés en %
Industrie	541	120 400	71,6 %
BTP	23	2 800	1,7 %
Services	190	28 300	16,8 %
Commerce	143	16 300	9,7 %
Agriculture	2	280	0,2 %
Total	899	168 080	100,0 %

En 2002/2003, le nombre d'entreprises à capitaux étrangers dans l'industrie rhônalpine s'est stabilisé, après plusieurs années de progression. Les effectifs salariés correspondant ont enregistré un léger repli par rapport à 2001 (- 1 %) (ils demeurent toutefois en nette progression par rapport à 2000).

Compte tenu d'une baisse plus prononcée des effectifs dans l'ensemble de l'industrie, la part des entreprises à capitaux étrangers dans l'emploi industriel régional est cependant en croissance.

29 % des établissements industriels rhônalpins (comptant au moins 50 salariés) et 37 % de leur effectif salarié dépendent d'une entreprise ou d'un groupe à capitaux étrangers. Cette part des entreprises à capitaux étrangers est en progression de 4 points depuis 2000.

Dans le tertiaire, les entreprises à capitaux étrangers contrôlent d'une part 20 % des établissements de 50 salariés et plus du commerce, et d'autre part 12 % de ceux ayant une activité de prestation de services.

Rhône-Alpes a confirmé son attractivité dans un contexte mondial de net ralentissement des flux d'investissement à l'étranger

Les investissements à l'international des entreprises ont nettement reflué après un sommet en 2000, avec la nette réduction des opérations de fusion-acquisition et la crise de confiance sur les marchés boursiers. Dans ce contexte, la France s'en tire plutôt bien puisque selon le World Investment Report 2002, elle est en seconde position¹, en termes d'entrée d'investissements directs étrangers, immédiatement après la Chine. Pour le premier semestre 2003, les entrées de capitaux en France sont cependant en recul sensible, notamment pour les opérations en capital social et les entrées en provenance de la zone euro.

Ces dernières années, Rhône-Alpes a confirmé sa contribution à l'attractivité de la France. Selon le baromètre Ernst & Young, elle a été la première région après l'Île-de-France pour l'implantation d'entreprises à capitaux étrangers pour la période 1997-2001. En 2002, elle est aussi la première région française en ce qui concerne les projets d'implantations recensés par l'AFII.

Avec 11 % des salariés employés en France par des entreprises à capitaux étrangers, **Rhône-Alpes est la première région d'implantation pour de multiples activités** : la production d'équipements mécaniques, de machines à usage spécifique, la transformation des matières plastiques, les services industriels du travail des métaux, les produits métalliques, le matériel électrique, les filatures et le tissage, la production d'articles en papier et cartons, d'articles de sport...

Elle est la première région pour l'investissement, représentant 15,4 % des sommes investies en France par les entreprises à capitaux étrangers².

Pour les 2/3 des implantations étrangères en Rhône-Alpes, leur siège social français est lui-même localisé dans la région. Cette proportion, élevée et stable, atteste que la région est attractive en matière de centres de décision. VAI CECLIM (équipements pour la métallurgie) et UNIFRAX France (produits d'isolation haute température) ont par exemple transféré leur siège social de la région parisienne vers la Loire en 2003.

Les premiers résultats de l'étude « INOWAYS, les chemins de l'innovation »³ confirment que les implantations étrangères ne sont pas de simples lieux de production, de stockage ou de commercialisation. Près des 2/3 des entreprises étrangères interrogées disposent en Rhône-Alpes d'une fonction marketing. Un peu moins de 50 % de ces entreprises sont dotées d'une équipe R&D. La même proportion des entreprises est autonome pour les décisions en matière d'innovation.

La présence des capitaux étrangers est marquée par d'importants mouvements

Si la présence étrangère s'est globalement stabilisée dans l'industrie en 2002/2003, d'importants mouvements se sont cependant produits. De nouvelles implantations et surtout des rachats d'entreprises par des groupes étrangers sont intervenus parallèlement à des retraits d'autres groupes ou entreprises à capitaux étrangers.

¹ Compte non tenu du Luxembourg

² Pour 1999, dernière année disponible. Enquête EAE du SESSI, établissements d'entreprises industrielles de 20 salariés et plus.

³ Etude des CCI de Rhône-Alpes conduite en partenariat avec la Caisse des dépôts et consignations, Métallurgie rhodanienne et Ernst & Young, dont les résultats définitifs seront publiés en janvier 2004.

La présence étrangère a continué de **se renforcer dans la production de biens intermédiaires**. Les entreprises à capitaux étrangers sont ainsi plus nombreuses en 2003 dans la fabrication de produits

métalliques, le décolletage, la mécanique générale, les moteurs électriques. On note également le développement de certaines implantations d'équipementiers pour l'industrie automobile (Téléflex automotive, Koyo Steering Europe...) et le rachat de Chambon par l'américain Dover.

Dans le **médical**, la présence étrangère s'est aussi renforcée avec par exemple le développement des activités de Ganzoni (bas médicaux), l'extension du site de Fresenius Medical Care-SMAD (matériel de dialyse) et l'implantation de MDS Pharma (recherche sous contrat en pharmacologie et toxicologie) à l'Arbresle en 2002. La fabrication d'articles de sport, autre point fort de l'économie rhônalpine, bénéficie du développement des activités de Salomon en Haute Savoie.

Dans le **tertiaire**, des capitaux étrangers continuent de s'investir dans de multiples activités : Dauphinoise Thomson SAS (Isère, régulation thermique) et Blanchisserie Favrat (Ain, location et entretien de linge et vêtements de travail) qui intègrent toutes deux un groupe anglais, Laboratoires Saint Benoît Heuprophax (distribution de produits cosmétiques) rachetés par une entreprise belge, création d'un centre de service clientèle de Nespresso France (groupe Nestlé) à Lyon en 2002...

Dans le même temps, sont intervenues plusieurs fermetures de sites (VTECH Electronics France, VMC, Lejaby, SNEP Industries, SKW Bellegarde, Vanity Fair), l'arrêt d'activités de production (Furukawa, Sanmina), ainsi que des liquidations judiciaires. Les capitaux étrangers ont aussi quitté le capital de certaines entreprises : revente des cliniques du groupe allemand Hürle, Obi qui intègre Leroy Merlin, Majorette qui intègre Smoby, Gourmet Beaujolais rachetée à Perkins Food...

Purple Labs (téléphone cellulaire) est une autre illustration de ces mouvements de capitaux étrangers. Deux ans après la création de son établissement en Savoie, ses activités se sont développées. A l'origine filiale du groupe allemand Condat, l'entreprise devrait passer sous le contrôle de capitaux espagnols.

Présence accrue des capitaux américains et italiens au sein du tissu industriel

L'Union européenne constitue logiquement la première zone d'origine des capitaux étrangers investis dans la région : plus de 58 % des établissements à capitaux étrangers sont dans ce cas. Les Etats-Unis demeurent toutefois, et de loin, le premier pays d'origine des capitaux étrangers investis en Rhône-Alpes. **¼ des établissements à capitaux étrangers dépend ainsi d'une entreprise ou d'un groupe à capitaux américains.**

Depuis 2000, pour les activités industrielles⁴, on a d'ailleurs assisté à un renforcement de cette présence américaine, y compris par le biais des fonds de pension.

Les entreprises à capitaux italiens sont également plus présentes en Rhône-Alpes. En 2003, l'Italie est devenue le 4^{ème} pays d'origine⁵ des capitaux étrangers investis dans l'industrie rhônalpine après les Etats-Unis, l'Allemagne et la Suisse, devançant le Royaume-Uni.

⁴ L'analyse de l'évolution de la présence des capitaux étrangers ne peut être conduite que sur le champ de l'industrie car l'inventaire du tertiaire n'était pas exhaustif en 2000.

⁵ En nombre d'établissements

Les établissements rhônalpins d'entreprises à capitaux étrangers par pays d'origine des capitaux au 1^{er} janvier 2003

	Nombre établissements	Part du total (%)
Union européenne	521	58,1
<i>dont Allemagne</i>	141	15,8
<i>Royaume-Uni</i>	125	14,0
<i>Italie</i>	64	6,9
<i>Suède</i>	45	5,0
<i>Pays-Bas</i>	42	4,7
<i>Belgique</i>	38	4,3
<i>Danemark</i>	21	2,3
<i>Espagne</i>	17	1,9
<i>Autres pays de l'UE</i>	28	3,2
Autres pays européens	83	9,3
<i>dont Suisse</i>	80	9,0
Etats-Unis	226	25,1
Canada	9	1,0
Japon	17	1,9
Autres pays	8	0,8
Mixtes (plusieurs nationalités parmi les investisseurs étrangers)	35	3,8
Total	899	100,0

Depuis une dizaine d'années, les CCI de Rhône-Alpes observent la présence et l'évolution des entreprises à capitaux étrangers en Rhône-Alpes (suite à des implantations nouvelles, des rachats d'entreprise, des restructurations de groupe).

*Une **veille permanente** effectuée par la Documentation régionale et une **enquête annuelle auprès des 4000 établissements rhônalpins** comptant au moins 50 salariés permettent de réaliser cette observation. Les informations collectées alimentent une **base de données qualifiée** sur l'activité, les savoir-faire, les débouchés, les responsables et la structure du capital des entreprises rhônalpines.*

*L'analyse de la présence des capitaux étrangers en Rhône-Alpes porte sur les **établissements comptant au moins 50 salariés, de l'industrie, du commerce et des services, qui dépendent d'une entreprise dont au moins 30 % des capitaux sont d'origine étrangère ou d'une entreprise filiale indirecte d'un groupe étranger.***

Pour toute information sur les entreprises à capitaux étrangers en Rhône-Alpes, contactez la Documentation régionale de la CRCI Rhône-Alpes, 04 72 11 43 58/59.